

10^e anniversaire de l'Internationale des jeunes

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 10. — 15 Novembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

TARDIEU ARRIVE...

Tardieu est maître de la situation. Son appétit de pouvoir pourra se satisfaire. Et par lui, la bourgeoisie va aussi pouvoir aborder systématiquement les grandes entreprises que la concurrence mondiale lui impose actuellement.

Tardieu a réussi à se faire apparaître comme le candidat du pays, et non plus seulement comme le candidat d'une majorité de députés. On a renouvelé pour lui la « mystique de la confiance » dont on entourait auparavant Poincaré. La presse, la grande industrie, toute la bourgeoisie le proclament : Tardieu est l'homme de la situation.

Déjà en 1926, Poincaré, l'honnête et féroce comptable de la bourgeoisie, avait été l'homme de la situation. Depuis il a stabilisé le franc. Il a équilibré le budget, il a réalisé des plus-values budgétaires importantes. Le capitalisme veut maintenant un constructeur et un dépensier, un homme qui sache entreprendre des travaux, investir des capitaux, développer et coordonner, rationaliser pour tout dire. Le voilà, c'est Tardieu. La presse à gages l'encense, les groupements économiques le flattent : c'est leur poulain. La situation exige maintenant une équipe dirigeante qui s'occupe activement des affaires du capitalisme. La conférence de la Haye, le plan Young ont remanié les positions internationales. Le champ de plus en plus exigü des marchés nécessite une lutte toujours plus ardente pour leur conquête. Mais les marchés extérieurs sont déjà tellement disputés qu'il faut aménager pour la plus grande capacité d'absorption le marché intérieur. Toute la politique du cabinet Tardieu, telle qu'il l'a définie dans sa déclaration, est orientée dans ce sens.

Voilà la situation. Tardieu et son équipe ne sont pas les seuls qui eussent pu y faire face. Il faut se rendre compte clairement qu'un Paul Boncour n'aurait pas pu faire autrement qu'eux. Il aurait imité son collègue Snowden. Les illusions d'une petite bourgeoisie, du « peuple », au pouvoir, à travers les Daladier ou les Blum, sont évanouies pour toujours. Les gouvernements de l'impérialisme français ne peuvent mener qu'une seule politique, c'est celle du grand capital, de la production, du capital financier. C'est cette politique dictatorial que fera Tardieu et qu'aurait faite Boncour. Contre elle, il n'y a que la politique révolutionnaire du prolétariat qui puisse se dresser.

La Déclaration du gouvernement Tardieu s'adresse au « pays », par-dessus les députés. Elle place le gouvernement devant le contrôle du pays, c'est-à-dire des capitalistes. Elle promet la « prospérité » au pays et s'en considère responsable devant la nation entière. Tardieu marque, assez timidement encore, son mépris pour les partis et les formations parlementaires. Il s'adresse aux producteurs, aux usiniers, aux commerçants, aux paysans. Il leur apporte son programme de dotations et de dégrèvements. Il

annonce sans rire d'infimes diminutions d'impôts, sur le transport des engrais ou sur les produits pharmaceutiques. Il claironne que toutes les communes de France sauront combien le gouvernement donnera aux campagnes pour les assoupir, à l'enseignement technique pour le mettre en appétit, au tourisme pour allécher les dollars — 3 milliards environ.

Mais le démagogue cynique ne parle pas des dizaines de milliards qui sont la part de la Guerre et de la Marine dans le budget !

Voilà le programme qu'exige la situation. Il bouscule des prérogatives « démocratiques ». Il écarte les représentants du peuple, il s'adresse au pays, mais ne parle que pour la bourgeoisie, pour les piliers du capitalisme. Produisez, commercez, l'Etat, qui est votre instrument, vous aidera ; nous le débarrasserons des gêneurs petits bourgeois, des pusillanimes défenseurs de l'artisanat, de la parcelle, du rentier.

Au moment où nous venions de boucler notre précédent numéro, un télégramme nous parvenait qui nous emplît d'émotion et de joie. Il venait de « quelque part en Sibérie », et, éloquent dans sa brièveté, ne contenait que ces mots :

Salut des bolchéviks d'Octobre.

Pour l'ouvrier, la matraque. Le programme de Tardieu, pour la classe ouvrière, c'est le bâillon et la police, parce que c'est le programme même du patronat. Le gouvernement ne peut pas avoir ou laisser faire vis-à-vis de la classe ouvrière une autre politique que celle des capitalistes. La déclaration ne promet qu'une chose aux travailleurs, c'est l'application de la loi sur les assurances sociales. Ces assurances devant se faire sur le dos des travailleurs et par une retenue sur leurs salaires, Tardieu ne peut que la laisser appliquer. Mais pour le reste sa déclaration ne nous parle pas d'un « programme social », comme savent si bien le faire les partis bourgeois « de gauche », comme savait si bien le faire Poincaré lui-même. Et, en effet, pourquoi parlerait-il d'un programme social ? Son programme social découle clairement de son programme économique. Ce programme économique, c'est celui du grand patronat et par conséquent son « programme social » c'est aussi celui du grand patronat : rationalisation, compression des salaires, répression du mouvement ouvrier et de l'agitation des organisations révolutionnaires.

Le patronat, encouragé par l'Etat, aura toute latitude pour renforcer son exploitation. « L'ordre », que déjà Tardieu avait contribué à faire renaître, se raffermira encore.

Dans ces conditions, le Parti communiste devrait réviser son attitude. Au contraire, il continue à se désagréger, en persistant dans toutes ses erreurs. Le jour de la rentrée des Chambres, Cachin fit à la tribune un discours tout à fait plat, où il se borna à dire que Tardieu n'était pas qualifié pour diriger le peuple travailleur « honnête ». En quoi le passé de Tardieu est-il plus scandaleux pour un communiste que celui de la plupart des « hommes d'Etat » bourgeois ? N'ont-ils pas tous l'habitude de faire leurs propres affaires en même temps que celles de l'Etat ? Ne sont-ils pas tous au service des groupements d'intérêts économiques ? Il est évident que si l'on parle d'un homme d'Etat bourgeois « malhonnête », cela suppose qu'il y en a d'autres qui sont honnêtes ; or cette opposition n'existe pas. L'honnêteté ou la malhonnêteté ont un sens de classe. L'honnêteté capitaliste c'est de dépouiller les travailleurs, de se disputer le butin impérialiste, et de s'enrichir en même temps que l'Etat. Tardieu ne s'est pas privé d'agir ainsi dans le passé. Son appétit et sa désinvolture dépassent un peu la moyenne ; mais cette moyenne est le fait de tous les hommes d'Etat bourgeois.

Précisément, un des mythes de la démocratie bourgeoise est de faire croire au peuple à « l'intégrité » de ses représentants, à leur indépendance et à leur probité personnelle. Mais ce mythe doit être dévoilé par les communistes qui montrent que ces hommes sont les bénéficiaires des profits capitalistes pour le compte desquels ils dupent les travailleurs.

L'honnête Cachin fait fausse route en s'en prenant à la malhonnêteté de Tardieu. Il devait affirmer, au contraire, que Tardieu était le digne représentant de la démocratie capitaliste, le bon exécuteur des pirateries impérialistes.

Cachin s'est aussi borné à dire que le programme du gouvernement Tardieu se traduirait pour la classe ouvrière par un redoublement de la répression. C'est vrai. Mais cette répression surgit dans un moment où la classe ouvrière est désunie, où le parti communiste lui donne l'exemple de la confusion et de la corruption.

Tardieu règne, d'autant plus sûrement que le mouvement révolutionnaire est dévoyé et que ses perspectives sont fausses. La direction du parti pense que le renforcement de la répression est une réponse à l'élargissement des luttes ouvrières. Mais au contraire, moins ces luttes sont violentes et plus le parti se détache des masses, plus aussi le gouvernement se dépêche de saccager les organisations révolutionnaires, de les corrompre, de les affaiblir.

Le besoin le plus pressant pour le parti communiste, c'est de retrouver des rapports normaux avec la classe ouvrière pour pouvoir faire front à l'attaque gouvernementale. Mais on voit que le parti de Cachin ou de Sémard, lié à sa bureaucratie internationale et tout à fait corrompu dans ses cadres, en est incapable. Il faut la pression des ouvriers conscients, il faut le dévouement et le travail patient, pour créer de nouveaux cadres, des noyaux aux idées nettes, pour, en un mot, recréer un parti communiste.

P. NAVILLE.

La semaine

Onze Novembre.

Quelques drapeaux dans les quartiers des banques et l'indifférence générale ont célébré l'anniversaire de la fin des massacres. Jour funèbre, grave et recueilli ; les ordonnateurs des tueries et les victimes communient dans un sentiment pénétré où se perdent toutes les hypocrisies et toutes les douleurs. Jour de vanité pour les légions de plus en plus rares de petits bourgeois qui grésent les souvenirs des galons d'antan, mêlés aux sicares qui exploitent ce patriotisme d'uniforme aux fins de la bourgeoisie. Fête d'unité nationale, anniversaire trouble de la gloire et de la paix où la société fortifie son unité dans l'exaltation et la dolence des souvenirs. Novembre, ce patriotisme de cimetières, avec ses drapeaux en berne et la tombe inconnue, s'essaye à lier plus fortement encore les travailleurs à l'unité de la nation, qui les enverra au massacre, que le clairon de Déroulède et les revues de Juillet. C'est le jeu de ce patriotisme demi-dieu qui font les socialistes : discours de Bouisson à Charleville célébrant dans la ville « hier encore dévastée » les tractations des nations impérialistes autour de Genève.

Les souvenirs des travailleurs sont tout autres. Cinq ans de massacres, de tortures, de privations, de tyrannie pour la collision des grands intérêts du capital ne les ont pas laissés sans une haine profonde pour la classe insolente qui gère la société. Ils se souviennent des espoirs de la montée révolutionnaire d'il y a onze ans, après les émeutes et les mutineries, après la Révolution russe triomphante. Ils se souviennent de la vague qui appelait les prolétaires meurtris d'Europe occidentale à abattre la bourgeoisie. La morne célébration — faite par les chefs au nom des victimes — ne les a pas trouvés mêlés aux chefs militaires, aux hommes représentatifs du commerce et de l'industrie, aux politiciens qui les servent, aux évêques bénisseurs ni aux leaders socialistes, pacifistes d'Etat.

Ministère de réalisation et de répression.

Le ministère Tardieu a obtenu sa majorité à la Chambre. La déclaration ministérielle était caractéristique de la volonté de l'homme d'affaires : gouverner au nom des intérêts au delà des discussions politiques de la démocratie. Au lieu de l'habituel exposé de principes, elle n'était nourrie que de chiffres. Promesses de réalisations pour l'outillage national, pour les paysans, pour la race, « destinées à être affichées dans toutes les communes de France ». Par cette démagogie antiparlementaire, la tradition bonapartiste rejoint le « réalisme » de la rationalisation. Promesses peu coûteuses, car le ministère s'accorde cinq ans pour les remplir.

Le ministère a obtenu sa majorité de droite. Les exposés essentiels concernant la politique extérieure ont démontré la volonté d'apaiser les chauvins en freinant la politique locarnienne. « Organisation de la paix mondiale et de la sécurité française ». On promet aux droites quelques discussions byzantines sur la « commercialisation » de la dette allemande ; sur l'abandon des gages, sur l'échéance des décrets. Et la droite s'apaise, heureuse avant tout d'avoir sa politique de discipline nationale et cléricalle et de répression contre les travailleurs.

Mais la folle adhésion de toute la Chambre, au premier rang de laquelle les socialistes battaient des mains, à la politique de l'impérialisme locarnien marque le sens de cette politique de négociation et de tractation européennes du capital français. Comme il présente aujourd'hui sa couleur pacifiste, les socialistes n'hésitent pas à y engager toutes les forces qui les suivent. Ils ont complètement perdu de vue les intérêts propres et les moyens d'action propres de la classe ouvrière. Et cependant l'impérialisme locarnien dissimule à peine ses racines économiques et ses appétits. Les déclarations de Loucheur et des principaux protagonistes d'Allemagne et d'Angleterre

sont claires pour tous autres que les parlementaires socialistes à la remorque des volontés de leurs bourgeoisies.

Le nouveau gouvernement poursuivra la répression contre les organisations révolutionnaires. L'homme d'affaires bluffeur, Tardieu, s'est réclamé des jacobins pour exécuter la volonté des fermiers généraux. La déclaration de Cachin a été négligée par la Chambre. La politique du parti officielle, la politique menée du bout des lèvres par les conseillers municipaux et les Cachins du parti, a affaibli assez la volonté de combat prolétarienne pour que la Chambre ne redonne plus l'inquiétude de la bourgeoisie. Le pouvoir veut exécuter et étouffer. Le prolétariat ne se laissera pas priver de ses armes de résistance. Si dissocié qu'il risque d'être par une politique oratoire et superficielle, il doit se ressaisir pour tenir tête aux agressions méthodiques d'un gouvernement de combat. Les militants de l'opposition entendent travailler avec lui à retrouver ses vols.

Le départ des forçats.

Sous une pluie battante un long cortège de forçats et de condamnés militaires a été embarqué pour la Guyane sous la garde de tirailleurs sénégalais. Les dépêches apprennent qu'à la passerelle se tenaient, outre la chiourme, le pasteur protestant et l'aumônier catholique du bagne. « Ils seraient les malins des prisonniers et leur adressaient quelques mots bienveillants » — comme on les retrouve aux côtés des pelotons d'exécution de toujours.

Journaux et revues

Pourquoi ils sont morts.

L'Observer, hebdomadaire de Londres, publie un article de son leader, M. Garvin. Cet article est un hommage aux morts de la guerre — mais en réalité, il constitue un aveu cynique, dans la bouche de l'honorable homme d'affaires, de la nature réelle de l'idéologie qui anime les responsables des massacres d'hier et de demain.

Si nos morts pouvaient revenir et s'ils nous disaient : « Nous sommes morts pour la cause de notre pays, pour une plus grande Angleterre parmi les nations. Qu'avez-vous fait ? » Nous n'oserions pas leur répondre. Nous n'avons rien fait pour la nation ni pour la Grande-Bretagne ; nous n'avons rien fait pour l'Empire. Prenons l'exemple de la France ; ses efforts d'après guerre ont été admirables. Son patriotisme lui a valu les résultats étonnants qu'elle a réalisés. L'entreprise pour la France de l'entière modernisation de ses industries en Alsace et Lorraine, le perfectionnement apporté aux travaux publics et autres, le développement surtout de sa puissance hydroélectrique, entreprise assurant la main-d'œuvre non seulement à tous les Français, mais aux étrangers même, voilà ce qu'est le progrès.

Belle fresque que trace M. Garvin : le capital assurant son développement et son progrès sur les cadavres et les ruines des champs de bataille. Et les morts venant réclamer à grands gémissements un surcroît de rationalisation.

Inconscience.

L'Humanité qualifie la manifestation des T.C.R.P. de « manifestation... de flics » et elle écrit :

Gare Saint-Lazare, lieu prévu au meeting de jeudi soir pour la manifestation... Des flics par centaines... Des « bourres » à tous les coins de rues... Des émissaires de Mariage par-tout.

On peut dire que si les dirigeants minoritaires du syndicat des T.C.R.P. avaient visé à mobiliser la police, ils ont eu un beau succès.

Mais qu'a-t-on donc vu à Ivry, à Saint-Denis, à Vincennes, le 1er mai et le 1er août ? Si non des « flics par centaines » qui refoulaient ou embarquaient tout manifestant dès qu'il se montrait. C'est nous qui avons alors écrit que les grands stratèges du Parti et de la C.G.T.U. n'étaient plus entendus des ouvriers et que

leurs grandes démonstrations, claironnées par l'Humanité, n'aboutissaient qu'à des « manifestations de flics ».

L'Humanité nous pille. Elle reprend aujourd'hui, contre les minoritaires, ce que nous avons écrit justement contre les dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. et elle a l'inconscience d'ajouter que la C.G.T.U., elle, « a une stratégie des grèves et des luttes qui n'a rien de commun avec les méthodes anarchiques de la minorité confédérale ».

Le plus drôle de l'histoire, c'est que l'individu qui a écrit cela sera sans doute de la prochaine charrette de « paniquards ».

Les Livres

L'ECONOMIE RATIONNELLE, par Roger Franco. (N. R. F., éd.)

C'est l'opinion d'un technicien, réfléchissant sur les phénomènes économiques auxquels sa vie est liée, que Roger Franco a voulu nous donner dans ce petit livre. Il ne faut y chercher ni une critique scientifique complète des grandes écoles économiques de l'histoire ni une analyse historique du développement de l'économie.

Le livre débute par un tableau assez artificiel de différents « types » d'économie que l'on rencontre sinon dans la vie présente, du moins dans les discussions théoriques du temps présent. L'auteur introduit comme fait d'expérience, la lutte de classes et juge les théories suivant qu'elles sont ou non compatibles avec cette lutte de classes.

Dire que « l'économie fasciste » (qui n'est qu'une variété de structure de l'Etat capitaliste) n'est pas viable car elle n'admet pas la lutte de classes, c'est retourner la question et se placer sur un terrain abstrait. La structure fasciste de l'économie italienne (et j'ajoute, de l'Etat dont l'auteur ne parle pas) est au contraire une conséquence de la lutte de classes dans ce pays. Elle fut imposée à la bourgeoisie pour résister à la vague révolutionnaire et surmonter ses propres contradictions dans un pays arriéré et sans matières premières.

Il serait injuste de traiter d'abstrait l'auteur qui a la réputation d'un praticien de l'industrie ; mais il faut reconnaître que ses origines empiriques se transforment facilement en dangereuses abstractions. La propension à cette sorte de généralisation dans l'absolu est le plus souvent la marque intellectuelle des techniciens. Ils abusent des constructions logiques à priori qu'ils dénomment faussement, rationalité. Cette rationalité nous apparaît en l'air, sans contact avec la terre où se battent les forces sociales, où vit l'économie capitaliste malgré et à cause de son « irrationalité ».

Ceci dit, Roger Franco nous expose un type de système économique, complet et inorganisé « rationnable » et permanent où, bien qu'il ne l'avoue pas, se manifestent les influences de l'organisation soviétique, sous le régime de la Nep. Il fonde son économie sur la notion de valeur-travail ; mais le concept marxiste devient sous sa plume extraordinairement confus. Il sépare mal la valeur de la force de travail de la valeur-travail, et l'assimile au prix de revient introduisant dans la notion de valeur des éléments que Marx n'y a jamais mis. Le caractère de vulgarisation de l'ouvrage n'exerce pas une telle confusion.

Il en est de même de l'analyse de certains traits de l'économie capitaliste, telles les crises. Il ne suffit pas de parler de manque d'organisation et de connaissances, d'anarchie, il faudrait en démontrer le mécanisme. L'absence de critique sérieuse, son remplacement par des appréciations désordonnées et anecdotiques, contraste malheureusement avec le but trop ambitieux d'exposer un monument d'économie rationnelle.

Une autre lacune très grave, c'est l'absence complète de vues politiques. Il ne suffit pas d'éclairer la politique comme une maladie sociale, il s'agit d'en comprendre le caractère matérialiste comme tout marxiste le fait. Il n'éfleure même pas la question de l'Etat cependant inséparable de l'organisation économique — si ce n'est pour émettre des appréciations aussi légères que celle-ci : « Le fédéralisme a vaincu aux Etats-Unis et en Russie. Il est en train de remporter ici (dans l'empire britannique) sa troisième victoire ».

Ce ton donne la mesure de l'inconstance politique de l'auteur, c'est cela en dire beaucoup de fond à son ouvrage. — P.S.

Dans l'opposition

Un déporté écrit

Lettre publiée par le **Bulletin de l'Opposition** (russe)

Il règne à l'heure actuelle dans l'exil un régime d'extraordinaire isolement. Au cours des derniers mois le blocus du courrier s'est renforcé davantage. Il enserait surtout durement Ch. Racovsky, qui se trouve maintenant à Barnaoul, comme vous le savez, où il a été envoyé de Saratov. Du groupe des déportés de Saratov, qui avait à sa tête Racovsky, était sortie l'initiative d'adresser une déclaration. Aucun homme sensé ne pouvait certainement attendre de résultat pratique immédiat de cette déclaration. Non, la déclaration est une nouvelle mobilisation des déportés, dont une certaine partie avait pendant l'été pitié sous un certain vent de panique, causé par un isolement complet et par l'absence de toute information ; de plus ces camarades n'avaient eu durant de longs mois d'autre lecture que celle de la Pravda. Dans ce sens la déclaration a complètement atteint son objet. Le groupe de Saratov a été dissous comme punition de cette mobilisation des déportés autour de la déclaration et autour des thèses de Racovsky, dans lesquelles sont exposées avec toute la clarté nécessaire les questions fondamentales (1).

Vous savez qu'un groupe assez considérable de déportés a été emporté par une vague d'illusions. L'isolement et l'incertitude, comme je l'ai déjà dit, ont joué ici un grand rôle. Mais il est cependant étonnant qu'il y ait des hommes capables de prendre le centrisme pour le communisme, alors qu'une riche expérience nous dit une seule chose : le centrisme est capable de faire de grandes oscillations vers la gauche tout en restant le centrisme. Ce n'est plus Radek qui trace la ligne de partage des eaux dans l'opposition (ça c'est de la vieille histoire), mais L. N. Smirnov. On me communique qu'il a adressé la troisième (2) texte de sa déclaration qui ne diffère que par le style du texte de la troïka (Radek-Priobrajensky-Smirnov).

Malgré les départs qui en ont résulté les colonies de déportés s'accroissent, se complétant par des éléments plus homogènes et plus fermes. Ainsi lorsque je vous ai écrit ma première lettre, nous étions quatre ; maintenant nous sommes quatorze.

La situation dans le pays, d'après ce que j'en sais par la presse, se présente à mon avis ainsi : devant nous — sans préciser de date — est inscrite l'explosion inévitable d'une guerre civile, avec la possibilité d'une intervention extérieure. On doit orienter le parti et la classe ouvrière selon cette perspective. La politique la plus dangereuse est celle de l'Autriche. Mais les dirigeants du parti continuent ou de nourrir le parti avec des tableaux « officiels » de prospérité ou avec des événements sensationnels imprévus dans le domaine des relations intérieures et extérieures, sans essayer de les analyser sérieusement, ou — ce qui est le pire de tout — de diriger l'attention du parti sur des voies sciemment fausses, comme ça a été le cas par exemple avec les articles repoussants de Laroslavsky sur la lettre de Soltsev. (A propos de cette lettre, à supposer qu'elle soit authentique, il est indubitable qu'elle représente le produit d'une confusion provisoire et n'est nullement caractéristique de l'exil, et pas du tout — il est à peine besoin de le dire — des camarades qui sont en Russie.)

(1) Dans le *Populaire* un certain Rosenfeld regarde la déclaration comme le résultat de la plus franche, de la capitulation et de la course à des emplois bien rétribués. Il sera inutile de s'arrêter à ce servileur zélé et mercenaire de la social-démocratie, un des partis du pouvoir du capital, s'il ne trouvait chez les ultra-gauches phraseurs et brouillons des imitateurs qui émettent au fond les mêmes idées, mais seulement dans une forme plus lâche. Ce qui nous démontre de nouveau que les ultra-gauches sont d'accord avec les appréciations de la social-démocratie non seulement dans la question du chemin de fer de l'Est chinois, mais aussi dans celle du sens de la déclaration de l'opposition russe. (N. réd.)

(2) Les deux premiers textes, étant trouvés insuffisants par le C.C., n'ont pas été acceptés.

La tension de la situation oblige le parti à rechercher lui-même des voies au sein même de l'appareil. D'où des fermentations nouvelles et de nouveaux groupements, naissance d'une nouvelle aile gauche à l'intérieur du parti (Chatskine, Sten, etc.). Quels que soient ses dirigeants, la naissance d'une aile gauche et la nécessité d'une campagne nouvelle contre les « demi-trotskystes » sont des symptômes de tendances saines et très importantes, qui attestent qu'on ne pourra pas nous couper du parti.

Nous avons eu connaissance par le journal du parti de Kharkov, de la politique du groupe d'Urbahns. Nous avons réfuté des dizaines de fois devant la masse, des idées que les staliniens nous imputaient fausement. Maintenant ils utilisent les articles d'Urbahns pour renforcer leurs accusations contre nous et pour compromettre l'opposition. Y a-t-il un espoir quelconque de redresser la ligne d'Urbahns ? Nous ne pouvons absolument pas supporter la responsabilité de positions pareilles. Ne pas savoir trouver sa place dans la lutte entre l'impérialisme international et la Révolution, c'est effrayant !

Il ne fait pas de doute que l'interprétation de Molotov de la « troisième période » de Boukharine est la préparation d'aventures internationales dans le genre de celle de Canton. Pourtant la question reste toujours posée si nous devons abandonner notre « droit » à la rue. C'est de la même manière que se pose la question du 1er mai.

Salutations chaleureuses et meilleurs souhaits,

Votre A. B.

Petites lumières dans la nuit...

C'est un ordre qui a fait de ces formes silencieuses nos ennemis ; un autre ordre pourrait maintenant faire d'elles nos amis. Sur une table quelconque, des gens, que personne de nous ne connaît, signent un écrit et, pendant des années, voilà que notre but suprême devient ce qui, en temps normal, est l'objet de l'abominable universelle et du châliment le plus énergique. Qui pourrait donc se reconnaître dans tout cela, en voyant ici ces hommes tranquilles, aux visages d'enfants et aux barbes d'apôtres ? Tout caporal est pour les recrues, et tout professeur pour les collégiens un ennemi pire qu'ils ne le sont pour nous. Et cependant nous tirions encore sur eux, et eux sur nous, s'ils étaient libres.

Je m'effraie ; il est mauvais de continuer de réfléchir à ces choses-là. Ce chemin conduit à l'abîme. Le temps n'est pas encore venu. Mais je ne veux point laisser perdre cette pensée ; je veux la conserver, la cacher soigneusement, jusqu'à ce que la guerre soit finie. Mon cœur bat : voici le but, le grand but, le but unique, auquel j'ai pensé dans la trachée, celui que j'ai cherché comme capable de guider ma vie après cette catastrophe qui a frappé toute l'humanité. Est-ce là pour mon existence à venir une tâche digne de ces années d'horreur ?

Je sors mes cigarettes de ma poche ; je romps chacune d'elles en deux et je les donne aux Russes. Ils s'inclinent et les allument. Maintenant, sur quelques visages luisent des points rouges. C'est pour moi une consolation ; on dirait que ce sont de petites fenêtres dans l'obscurité des maisons villageoises indiquant que là, derrière, il y a des chambres à l'accueillant asile.

Erich Maria REMARQUE

(A l'Ouest rien de nouveau).

Le 1^{er} Congrès du Parti communiste d'Alsace

Ce Congrès s'est tenu le 27 octobre à Strasbourg. Il a quelque peu contribué à préciser la position du nouveau parti communiste alsacien groupé autour de la mairie de Strasbourg. Un rapport de Mourer, député, indiqua quelle devrait être la politique communiste en Alsace. Une résolution la précisa. Le Parti communiste alsacien s'en tient toujours au front « anti-impérialiste large », c'est-à-dire à l'union avec les autonomistes petits-bourgeois pour la lutte contre l'impérialisme français et pour le plébiscite qui permette à l'Alsace de disposer d'elle-même. La position de Hueber et de ses amis est une position de repli qui se accroche en fait derrière les autonomistes, qui fait d'eux une aile extrémiste de l'autonomisme petit-bourgeois.

Mais ce qui donnait à ce Congrès toute sa signification, c'est la participation à ses travaux, comme rapporteurs, de Brandler et de Thalheimer, chefs de l'opposition de droite allemande, et de Fourrier, défenseur des autonomistes, du groupe « Contre le courant ». Brandler et Thalheimer parlèrent de la crise de l'Internationale selon leur mode habituel, c'est-à-dire en l'imputant uniquement (1°) à l'influence exagérée du parti russe, (2°) à la tactique « gauchiste » de l'Internationale. Pour la résoudre ils préconisent donc le morcellement des partis et des programmes et une politique opportuniste dans les questions nationales. On comprend qu'ils se soient trouvés sans peine à leur aise dans le nationalisme étriqué et réformiste du Parti communiste alsacien.

Fourrier rapporta sur « le développement du Parti communiste français et la situation de l'opposition française ». En fait ce rapport, tel qu'il est publié dans la *Neue Welt*, n'apporte rien sauf un résumé tout à fait superficiel de l'histoire du parti dans ces dernières années, et un appel au « redressement nécessaire ». Aucune analyse politique concrète n'est donnée. Cependant *Gegen den Strom*, organe de la droite allemande, écrit à propos de l'intervention de Fourrier : « L'opposition allemande était officiellement invitée et avait envoyé les camarades Brandler et Thalheimer. Marcel Fourrier, de l'opposition française, représentait le groupe « Contre le Courant » mais défendit dans les questions internationales un point de vue analogue au nôtre. » (Sic).

De ce simple fait nous tirerons les conclusions suivantes : les événements politiques montrent très brutalement la valeur des belles plates-formes *Contre le Courant* après avoir publié une plate-forme « de gauche », après avoir pris à plusieurs reprises nettement position contre Brandler et Thalheimer, envoi un de ses représentants qualifiés soutenir à Strasbourg le point de vue de Brandler ! Et vogue la galère.

Nous nous bornerons à rappeler l'article que nous avons écrit dans le numéro 3 de la *Vérité* sur le Parti communiste alsacien. Nous demandons si ce parti allait continuer sa politique nationaliste ou s'il allait définir un programme d'action prolétarien qui vise autre chose que la conquête des municipalités. Il semble bien que ce soit la seconde alternative qui se vérifie. L'alliance étroite réalisée entre l'opposition de droite allemande et le Parti communiste alsacien vient le confirmer. Nous continuerons à suivre son évolution, en appelant les travailleurs à s'unir pour réaliser une véritable politique révolutionnaire.

IL FAUT LIRE

LA DEFENSE DE L'U.R.S.S.

ET L'OPPOSITION

par L. TROTSKY

1 broch. in-16, 64 pages — 3 francs

LA VÉRITÉ
Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris.
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmar.

Les tâches des Jeunesses communistes au XII^e anniversaire d'Octobre et au X^e anniversaire de la fondation de l'I. C. J.

Il y a douze ans, le prolétariat russe prit le pouvoir, réalisant ainsi la première victoire décisive du prolétariat mondial contre ses exploités. La date du 7 novembre 1917 synthétise toute la tactique et l'espoir du prolétariat dans sa lutte à mort contre le régime capitaliste, pour la libération de la classe ouvrière.

Victoire acquise sous la direction ferme du parti bolchévique guidé par Lénine qui sut mener une lutte intransigeante contre les opportunistes, dirigeants actuels du parti communiste et de l'Internationale communiste et qui, alors, refusaient d'envisager la prise du pouvoir et qui, après la Révolution d'Octobre, n'hésitaient pas à proposer de partager le pouvoir prolétarien avec les menchéviks.

La victoire d'Octobre est la concrétisation de la vérification des principes marxistes dictant une juste tactique révolutionnaire. Seule la lutte tenace, précise, sans équivoque, toute de concision prolétarienne, menée depuis 1903 par Lénine contre tous les opportunistes déclarés ou voilés, permit de forger, dans la vie, la liaison intime, conséquente et souple, du prolétariat et de son avant-garde consciente organisée dans le parti bolchévique. Lutte conduite non seulement sur le plan national, mais aussi international, au sein de la II^e internationale, en accord avec la véritable gauche. Aussi, lors du mouvement ascendant de la classe ouvrière, l'avant-garde du prolétariat dénonça les chefs traîtres, défenseurs de la patrie bourgeoise, en brisant tout lien organique, créant l'Internationale communiste, reprenant en ses mains la tradition révolutionnaire du marxisme et en faisant sien tout le patrimoine de tactiques et de principes de combat forgé dans la lutte pénible, sanglante du prolétariat pour sa libération. Car si « une classe possédante est capable de s'emparer du pouvoir enlevé à une autre classe possédante en s'appuyant sur ses richesses, sur sa « culture » sur ses innombrables liaisons avec l'ancien appareil étatique ; pour le prolétariat, rien ne peut remplacer le Parti ». (Trotsky : *Leçons d'Octobre*.)

Les principes révolutionnaires furent vérifiés par le prolétariat lui-même, car s'il est vrai que le parti doit être le chef de la classe ouvrière, il faut que sa direction politique soit juste dans sa stratégie comme dans ses principes et qu'à condition que « les masses se convainquent par leur propre expérience de cette justesse » (Lénine).

Or, depuis Octobre, la situation a évolué. La lutte de classes n'a pas cessé en U.R.S.S., mais au contraire s'est aggravée, la bourgeoisie, comme toute classe dominante, n'abandonnant jamais volontairement son pouvoir. Sous la pression de la lutte, le parti s'est bureaucraté, ses dirigeants actuels, usurpant le nom de bolchéviks et de communistes qui n'ont de sens que par leur contenu tactique réel dans la vie, mènent une politique toute de reniements des principes d'Octobre et du marxisme politique, dont les conséquences furent funestes pour les prolétariats d'Allemagne, de Bulgarie, d'Angleterre, de Chine.

Non seulement ils mènent la même politique qu'ils voulaient imposer du temps de Lénine, lors d'Octobre, mais niant les bases sur lesquelles fut fondée l'I.C., ils persécutent ceux qui, hier comme aujourd'hui, fidèles à l'Internationale prolétarienne, continuent à servir les intérêts vitaux du prolétariat.

Au XII^e anniversaire de la Révolution bolchévique, la défense de l'U.R.S.S. est à l'ordre du jour. Défense possible uniquement par le développement du mouvement international, par la liaison prolétarienne de la Révolution russe à la lutte du prolétariat mondial contre le capitalisme. Lutte qui ne peut être victorieuse que par une politique basée sur les fondements des enseignements d'Octobre, inscrits dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.

L'abandon progressif des positions révolutionnaires, sous le couvert mensonger d'une marche ascendante vers la victoire affaiblit, la Révolution et le mouvement ouvrier mondial. L'abandon de la tactique révolutionnaire a accumulé ses funestes conséquences.

L'Internationale Communiste de la Jeunesse fondée en 1919, dans le feu de la Révolution allemande, quand les pavés de Berlin étaient encore rouges du sang de Karl Liebknecht, le meilleur d'entre les chefs de la jeunesse prolétarienne, le fut parce que la jeunesse comprit son devoir révolutionnaire, d'assurer la continuité révolutionnaire contre ses assassins : Noske, Scheidemann, et mena vaillamment son combat prolétarien. A l'heure actuelle, où ses mêmes principes sont foulés, dénaturés, falsifiés par des chefs indignes, la jeunesse ouvrière, la jeunesse communiste comprendra encore une fois son devoir et mènera, avec l'esprit de sacrifice absolu, la lutte contre l'opportunisme qui sévit dans les rangs de l'I.C. et de l'I.C.J.

Les dix années d'existence de l'I.C.J. se chiffrent non par un renforcement de son organisation, mais malheureusement par son affaiblissement continu à l'échelle mondiale, de l'avant même des dirigeants actuels. Et cela, au moment où s'assombrissent les conditions d'existence de la jeunesse ouvrière, de plus en plus enchaînée dans l'appareil de production rationalisé de la bourgeoisie qui, sous les coups de fouets de la concurrence à l'intérieur de l'Europe et son asservissement par l'Amérique, prépare les futurs conflits.

Ayant renoncé à toute appréciation claire, de la situation présente, les membres de l'appareil de l'I. C. et de l'I. C. J. émoussent la capacité de lutte de la classe ouvrière, en faussant son arme principale : le parti communiste.

L'exécutif de l'I.C.J. vient de lancer un appel à l'occasion du X^e anniversaire de la fondation de l'I.C.J. A cette occasion, introduisant un nouveau terme dans leur vocabulaire, les dirigeants actuels déclarent que la tâche fondamentale de l'I. C. J. est d'opérer un « tournant » afin de réaliser la conquête de la jeunesse ouvrière, la lutte contre la social-démocratie, la bourgeoisie et le danger de droite. Cela serait bien, s'ils prenaient un point de départ juste. Or le point de départ est la simple confirmation de la politique suivie jusqu'à présent. Le seul « tournant » véritable et conséquent c'est un changement radical de la politique actuelle.

On ne peut lutter contre la social-démocratie, qu'en liquidant toute la politique actuelle faite de criallerie. La fausse politique actuelle favorise en fait la social-démocratie, au détriment des intérêts vitaux du prolétariat. Les Jeunes générations qui entrent dans la bataille sont retenues par la social-démocratie qui tente de justifier sa politique de trahison et de collaboration avec la bourgeoisie par les fautes de la direction actuelle de l'I.C. Elle soutient Staline contre la gauche et son chef Trotsky, elle soutient Boukharine contre Staline, en disant qu'il est nécessaire de ramener l'U.R.S.S. dans la voie du capitalisme, parce que Octobre fut une faute, et que c'est une faute de mener une politique menant à d'autres Octobres dans les autres pays.

Il faut opérer un « tournant » disent les dirigeants actuels, qui ont contribué à embourber l'I.C.J. dans l'impasse où elle est. Chaque jeune communiste conscient de son devoir dira : oui, il faut opérer non un tournant mais un changement de toute la politique. Cela veut dire : instituer l'éducation internationale de la Jeunesse communiste ; c'est, en Russie, reviser la composition sociale de la Jeunesse communiste, qui s'est accrue au détriment de ses éléments prolétariens, réaliser l'union des jeunes ouvriers avec les paysans pauvres sur la voie de la culture socialiste, organiser l'apprentissage, relever les cours professionnels, et les facultés ouvrières.

C'est, dans toute l'I.C.J., réduire l'appareil bureaucratique, et donner la direction à des ouvriers travaillant à l'usine. C'est instituer l'éducation prolétarienne, et pour cela rejeter tout étouffement de la vie intellectuelle des J. C. en donnant libre essor à la critique communiste, et ne pas exiger l'acceptation facile de toute la fausse politique de l'I. C. C'est faire de l'organisation des J. C. une organisation de démocratie prolétarienne.

C'est rejeter le programme contradictoire de l'I.C. et l'I.C.J., programme élaboré en dehors de toute discussion et qui est le reflet de cette politique contrainte actuelle oscillant entre l'ul-

tra-gauchisme et le réformisme le plus plat.

Il légitime la politique menéchie menée en Chine, et préconise des partis ouvriers-paysans à l'instar du Kuomintang, ce qui ne peut que préparer la défaite des jeunes ouvriers de l'Inde et d'ailleurs en les assujettissant à la bourgeoisie.

Pour éduquer la Jeunesse communiste, il faut rejeter tout ce programme, il faut condamner toute falsification des événements de la Révolution d'Octobre.

Il n'est pas d'autre « tournant ».

Au douzième anniversaire d'Octobre, les aînés sont enfermés dans l'Isolateur de Tobolsk, déportés en Sibérie ; le chef de l'armée rouge, qui, avec Lénine, mena le prolétariat russe à la victoire : Trotsky, est exilé en Turquie. Les jeunes communistes exprimeront leur solidarité avec ces chefs qui paient ainsi leur fidélité au drapeau de Marx et de Lénine. La jeunesse ouvrière sous la conduite de l'opposition, prendra conscience de son devoir communiste, son devoir bolchévique. La tâche qui incombe au noyau prolétarien de l'I.C.J. est grande. Alors que les opportunistes qui sont à la tête de l'I.C. et l'I.C.J., ne font que détruire nos organisations, c'est à la jeunesse ouvrière elle-même de trouver la force et la conscience de s'éduquer à l'école de Marx et Lénine pour réaliser la continuité révolutionnaire.

Il y a douze ans, que conduit par une politique juste, les ouvriers de l'U.R.S.S. prirent le pouvoir. Il y a dix ans que fut fondée l'I.C.J. pour éduquer et entraîner la jeunesse ouvrière sous le drapeau de la révolution mondiale. Reprenant en ses mains la tradition révolutionnaire, la politique pour laquelle son chef Liebknecht fut assassiné par les traitres socialistes au service de la bourgeoisie, pour laquelle sont morts les milliers de combattants d'Octobre, la jeunesse ouvrière, serrera les rangs autour des chefs bolchéviks exclus, déportés, exilés et saura, dans chaque grève, dans chaque fait quotidien de la lutte prolétarienne être à sa place dans le combat, ayant toujours présents à l'esprit, les principes que Lénine formula dans son admirable discours prononcé au III^e Congrès des J.C. de l'U.S. : que « notre moralité à nous, communiste est entièrement subordonnée à l'intérêt du prolétariat et aux exigences de la lutte de classes du prolétariat » et que la « Fédération des Jeunesses Communistes, pour être digne de son nom, pour être vraiment la Fédération de la jeune génération communiste, doit régler toute son instruction, toute son éducation et sa formation sur la part qu'elle doit prendre au combat commun de tous les travailleurs contre les exploités ».

J. JACQUES.

L'après-midi je suis plus calme. Ma peur n'était pas fondée. Ce nom ne me trouble plus. La crise passe. « Camarade », dis-je au mort qui est resté à côté de moi, mais je le dis d'un ton rassuré, « toi aujourd'hui, moi demain. Toutefois, si j'en reviens, camarade, je lutterai contre cette chose qui nous a tous deux abattus : toi, en te prenant la vie... Et moi... ? En me prenant aussi la vie. Je te le promets, camarade. Il faut que cela ne se renouvelle jamais plus. »

Erich Maria REMARQUE

(« A l'Ouest, rien de nouveau ».)

En vente

A la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X^e :

UN LIVRE NOIR (Diplomatie d'avant-guerre et de guerre.)

Tome I 30 fr.

Tome II 40 fr.

Tome III, Livre I 12 fr.

— Livres II et III

(en souscription) 20 fr.

Comment on fait "une bonne presse"

Les "munitions" des diplomates

Télégrammes secrets de l'ambassadeur à Paris au ministre des Affaires étrangères à Saint-Petersbourg :

Paris, 6/19 août 1911.

Je vous écris à la hâte deux mots pour vous prévenir qu'avec le courrier financier d'aujourd'hui j'envoie à V.P. Kokovtsov [ministre des finances] une lettre dans laquelle, pour le moment à titre tout à fait privé, je soulève la question de me munir, vu la crise internationale qui approche, de moyens matériels suffisants pour agir sur la presse d'ici. Je viens seulement de réussir, au prix des plus grands efforts, à éviter des interprétations erronées du fait de la signature par nous, précisément dans la minute critique actuelle, de l'accord avec l'Allemagne sur la Perse. Mais c'est là un succès purement accidentel et il serait très important d'avoir un instrument permanent et sûr pour orienter les plus importants organes d'ici qui, presque tous, ne sont accessibles qu'aux arguments sonnants. Il suffit de rappeler le rôle considérable que joua, au moment de la crise bosniaque, l'habile distribution faite par le comte Klevenhuller [ambassadeur d'Autriche à Paris] d'argent autrichien à la presse française.

Isvolsky.

29, septembre/12 octobre 1911.

... Si nous nous décidons effectivement à soulever maintenant la question des Détroits, il est très important de nous préoccuper d'avoir ici « une bonne presse ». Or, sous ce rapport, je suis privé de l'arme principale, car mes instances relatives à ce que l'on me fournisse de fonds spéciaux pour la presse, n'ont abouti à rien. Je ferai naturellement tout ce qui dépend de moi ; mais c'est précisément une des questions dans lesquelles l'opinion publique, par suite d'antiques traditions, est plutôt disposée contre nous. Un exemple de l'avantage qu'il peut y avoir à dépenser ici de l'argent pour la presse nous est fourni par l'affaire de la Tripolitaine. Je sais que l'Ittoni a travaillé les principaux organes français d'une façon très généreuse. Les résultats sont évidents.

Isvolsky.

OU L'ON RETROUVE TARDIEU JOURNALISTE

4/17 août 1911.

Je vous remercie de tout cœur pour votre lettre du 27 juillet, qui offre beaucoup d'intérêt pour moi. J'ai été surtout heureux d'apprendre que le traité avec l'Allemagne concernant la Perse allait être bientôt signé, car, sans aucun doute, il y a lieu de redouter ici une nouvelle campagne de presse dans le but d'essayer d'exciter la méfiance à l'égard de notre politique. Aussi, me suis-je empressé, sans perdre un moment, de prendre quelques mesures préventives, qui ont trouvé leur expression dans les articles ci-joints du Matin et du Journal des Débats. J'espère que vous ne me désapprouverez pas d'avoir parlé de cette affaire, car si la nouvelle de la signature de ce traité était apparue pour le public d'ici comme un événement inattendu, il aurait pu en résulter les plus regrettables conséquences. Vous savez combien il est difficile d'avoir affaire avec la presse d'ici, surtout quand je n'ai pas à ma disposition des moyens d'action matériels. Je ne sais pas si je réussirai à orienter comme il convient les autres journaux influents, notamment le Temps, où M. Tardieu agit incontestablement contre nos intérêts.

Isvolsky.

5/18 décembre 1912.

... Je ne puis pourtant pas vous cacher que tous les arguments peuvent n pas se trouver

suffisamment probants et qu'il m'est très difficile de trouver une explication à notre obstination manifeste à ne pas examiner à fond avec la France la situation résultant de la mobilisation de l'Autriche. Hier encore M. Paléologue m'a exprimé son étonnement au sujet de la déclaration étrange qui avait été faite chez nous, à l'Etat-Major, au général de la Guiche au sujet de l'attitude que prendrait probablement la Russie au cas où l'Autriche attaquerait la Serbie ; à ma remarque que c'était probablement une boutade de la part d'un officier mécontent de la soi-disant passivité de la diplomatie russe, M. Paléologue m'a répondu : « Mais notre Ambassadeur à Saint-Petersbourg n'est pas plus informé des véritables intentions de votre gouvernement que ne l'est le général de la Guiche et que nous ne le sommes d'ailleurs, nous-mêmes, au Quai d'Orsay », faisant évidemment allusion à la suspension complète des délibérations qui venaient d'être entamées avec le Cabinet de Paris sur les suites que pouvait avoir une démarche agressive de la part de l'Autriche contre la Serbie.

Tâchant de maintenir les dispositions qui nous sont désirables parmi les membres du gouvernement et le monde politique, je fais en même temps tout mon possible pour agir sur la presse. Sous ce rapport, grâce aux mesures habiles prises à temps, des résultats considérables ont été obtenus, ainsi que vous le savez. Je n'interviens pas directement dans la distribution des subsides, mais cette distribution, à laquelle prennent part des ministres français (le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances) est, à ce qu'il paraît, efficace et atteint son but. De mon côté, je m'efforce tous les jours d'influencer personnellement les journaux les plus importants de Paris, comme le Temps, le Journal des Débats, l'Echo de Paris, etc. En somme, la presse parisienne d'aujourd'hui ne saurait être comparée à celle de 1908-1909 ; je dois surtout signaler l'attitude du Temps qui se distinguait, il y a quatre ans, par ses tendances austrophiles, et dans les colonnes duquel en ce moment, M. Tardieu combat avec énergie la politique autrichienne. On a vu, à plusieurs reprises, le comte Berchtold et l'Ambassadeur d'Autriche à Paris s'en plaindre à M. Poincaré.

Isvolsky.

SI, A DIEU NE PLAISE...

22 novembre/15 décembre 1912.

Pendant que je vous écris, M. Poincaré donne des explications à la commission parlementaire des affaires étrangères ; le compte rendu paraîtra dans les journaux du soir. Il m'a prévenu qu'il s'efforcera d'éviter la brutalité de langage de Bethmann-Hollweg, mais que, en insistant sur le mot « paix » au lieu du mot « guerre », il n'en soulignerait pas moins la fidélité de la France à son alliance et à son amitié. Dans un récent entretien avec moi, il a remarqué entre autres que « l'opinion en France était profondément pacifique » et qu'il devait toujours « avoir en vue ». Nous devons donc, me semble-t-il, encore davantage lui tenir compte de son mérite à manifester la ferme décision de remplir, en cas de nécessité, de la façon la plus loyale, les obligations d'alliance. Tandis que M. Combes et ses amis clament partout, dans les couloirs parlementaires, qu'à la minute décisive la paix ou la guerre dépendra, non du gouvernement, mais d'eux, en réalité, si, à Dieu ne plaise, la crise surgit, la décision sera prise par les trois personnalités qui sont à la tête du cabinet : Poincaré, Millerand et Delcassé, et notre chance est que nous aurons affaire précisément à ces personnalités et non à tels ou tels autres de ces politiciens d'occasion qui se succèdent au cours de ces dernières années, au gouvernement de la France.

Isvolsky.

Après Duteil, Lauze et Laporte

Le bloc municipal communiste contre la direction du parti

La désagrégation du parti vient de faire un nouveau pas en avant. L'Humanité elle-même a appris aux travailleurs parisiens que leurs principaux représentants à l'Hôtel de Ville, Louis Sellier, Garchery, Castellaz, Joly, Gélis, Renault, s'étaient mis en état de rébellion ouverte vis-à-vis de la direction du parti. Ils ont refusé de se rendre dimanche à une conférence des élus, et en ont profité pour envoyer à la direction du parti un long memorandum où ils affirment leurs désaccords avec la ligne du parti et annoncent l'intention de porter ces désaccords devant les ouvriers parisiens.

Tout cela ne nous étonne pas. L'Hôtel de Ville a toujours été un foyer d'infection et de corruption qui règne depuis longtemps dans les cadres du parti, ce foyer ne pouvait que s'étendre et s'aggraver. Ce n'est pas d'aujourd'hui que Sellier, Gélis ou Castellaz sont des municipalistes convaincus, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous connaissons leur attitude à l'Hôtel de Ville. Un jour, un voyage en Hongrie fasciste révèle crûment leur mentalité. Mais on n'ignorait pas qu'ils étaient capables de s'y rendre sans en référer à personne.

Aujourd'hui ces élus municipaux, fidèles à 100 % de la veille, vont se retourner contre le parti, lui reprocher sa direction oligarchique, sa politique « gauchiste », ses échecs constants, etc... Venant de vieux routiers social-démocrates comme Louis Sellier, ces accusations ne porteront pas. Cette direction, ils l'ont subie jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont jamais osé la combattre dans le parti, ils n'ont jamais osé porter leur parole dans les congrès. Ils ne sont nullement qualifiés pour attaquer aujourd'hui une politique qu'ils n'ont pas cessé de soutenir par leur silence.

Cependant nous ne sommes nullement à côté du parti contre ceux qui l'abandonnent aujourd'hui. Nous sommes avec les travailleurs. Nous disons que les crises actuelles ont une source profonde dans les erreurs anciennes et multiples de la direction et de toute l'U.T. Nous voulons que les travailleurs comprennent la nécessité de reformer complètement de nouveaux cadres communistes, et qu'ils n'accordent pour cela aucune confiance à la direction ou à l'appareil actuel du parti communiste.

Il y a enfin une leçon particulièrement précise à tirer de la « rébellion des élus ». Pourquoi est-ce que ce sont des élus, véritables social-démocrates insérés dans le mouvement communiste, qui se révoltent ? Pourquoi est-ce qu'aujourd'hui ce ne sont pas les ouvriers de la base qui se soulèvent contre la direction et les cadres du parti dont faisaient partie les élus rebelles d'aujourd'hui ? Il y a une raison à cela. C'est que depuis plusieurs années, sous le « gauchisme » apparent de ses formules, le parti faisait une politique opportuniste, social-démocrate. C'est cette politique qui a muselé les ouvriers, chassé les bons éléments de l'opposition. Aujourd'hui un nouveau zigzag de la direction pousse les « élus » à se rebeller. C'est une rébellion qui n'a aucun caractère de classe. C'est, elle aussi, une rébellion social-démocrate. C'est une rébellion de fonctionnaires qui ne veulent pas voir diminuer leur influence électorale.

Voilà pourquoi nous sommes contre la politique du parti qui engendre de pareilles rébellions, et aussi pourquoi nous ne pouvons nullement soutenir ces rébellions !

LA VERITE

est en vente à Paris

le vendredi matin

dans les kiosques

et chez les marchands de journaux.

Après les élections tchécoslovaques

Avance social-démocrate. Recul communiste

La tendance générale des résultats électoraux dénote une diminution partielle des partis bourgeois, la diminution du parti communiste, le renforcement du camp réformiste et des fascistes.

La social-démocratie, parti dirigeant des réformistes, s'est affirmée au détriment des communistes, des prolétaires et des couches petites bourgeoises. Les autres partis réformistes ont grandi au détriment des partis bourgeois. Le renforcement des fascistes s'est fait au détriment du camp bourgeois et en partie à celui du P.C.

Nous ne traçons là que la ligne générale des regroupements essentiels qui se sont produits dans les camps politiques de la Tchécoslovaquie. Mais cela démontre l'effritement des couches petites bourgeoises et leur marche vers deux directions : vers les réformistes et vers les fascistes. Puis nous constatons la marche des prolétaires vers ces mêmes directions, mais avec la différence que ces forces prolétariennes s'inscrivent essentiellement comme perte pour le parti communiste.

L'explication sociale du regroupement réside avant tout dans le déplacement des rapports de classes. Sous la pression du capital financier des couches importantes de la petite bourgeoisie sont prolétarisées et les prolétaires sont alertés. Les masses mises en mouvement deviennent la proie de la démagogie réformiste et fasciste, ces deux domestiques de la dictature bourgeoise actuellement renforcée. Les partis bourgeois ordinaires ne suffisent plus à la bourgeoisie, elle a besoin de faire de la démagogie démocratique. Cela lui est d'autant plus facile que le mouvement communiste n'exerce aucune force d'attraction sur les masses. Malgré les pertes notables des partis bourgeois, malgré la nouvelle recrudescence d'électeurs, le parti communiste a subi une perte de 189,138 voix.

Les combinaisons parlementaires ne prouvent évidemment pas grand-chose. Les partis franchement bourgeois et réformistes donnent à la bourgeoisie suffisamment de possibilités de changer de décor. Tout semble indiquer que le noyau du prochain gouvernement sera formé par les partis agrarien et social-démocrates, c'est-à-dire par une coalition rouge-verte. La participation au pouvoir mettra évidemment les réformistes dans une situation difficile. Si l'aile réformiste devait faire faillite par suite du renforcement éventuel du parti communiste, la bourgeoisie préparerait l'aile fasciste. Manier le gouvernement n'est pas chose aisée pour la bourgeoisie d'après-guerre, mais l'incapacité de la direction communiste lui permet de vaincre les difficultés. En 1925 la social-démocratie était presque ruinée, aujourd'hui elle note une augmentation de 50 pour cent. Simultanément les autres partis réformistes ont grandi aussi.

Voici quelques chiffres :

	1929	1925
Social-démocratie	963.191	631.263
Socialistes nationaux	767.441	706.504
Soc. dém. allemande	506.116	411.682

L'accroissement qu'on constate dans les partis hongrois (parti social-chrétien etc.) en Tchécoslovaquie montre l'incapacité du parti communiste à diriger les minorités nationales. Les réformistes bourgeois prennent la direction des minorités nationales mécontentes. Les minorités allemandes, dans leur déception, sont passées en partie au fascisme (Hackenkrutzer), en partie aux réformistes.

Les agrariens tchèques qui ont avancé en Tchécoslovaquie ont une forte augmentation à leur actif (89.047) et leur parti tient la première place. Il s'appuie sur la masse compacte des paysans tchèques et sur un grand nombre de paysans slovénes, parmi lesquels il faut signaler les paysans pauvres. Les partis qui ont subi des pertes sont les suivants: nationalistes allemands, agrariens allemands, les cléricaux tchèques, le parti Hlinka (autonomistes et cléricaux slovénes).

Un nouveau groupe, les fascistes tchèques, a joué un certain rôle. La démagogie fasciste et réformiste a pris dans ses filets les élé-

ments déçus au point de vue national et religieux.

L'état de la production crée une situation de classes dans laquelle quelques centaines de milliers de capitalistes s'opposent à plus de trois millions de prolétaires d'industrie, à presque un million de petits employés, à environ 800.000 paysans et artisans pauvres et où le parti prolétarien trouve une forte base d'influence. Seuls ces chiffres éclairaient d'une façon juste le nombre d'électeurs du « véritable » parti de masses communiste.

La capacité d'action du parti est évidemment bien plus mauvaise. A vrai dire on n'y peut pas même parler sérieusement d'une capacité d'action.

II

Comment la direction du Parti communiste tchèque apprécie-t-elle les résultats des élections ?

Dans l'organe central du parti, le *Rude Pravo* du 30 oct. un des dirigeants les plus éminents du parti analyse les résultats des élections. Il nous promet une franchise bolchéviste, et il nous dit bien en face ce qu'un enfant peut voir, c'est-à-dire que le parti a subi une défaite. Mais ce qui suit cette déclaration n'est rien moins que de la franchise bolchéviste. Il affirme que les voix de 1925 comptaient pour une social-démocratie de gauche, tandis que les voix d'aujourd'hui s'adressent à la ligne politique révolutionnaire. Il est vrai que le P. C. est fortement teinté de gauchisme social-démocrate ; cependant ce n'est pas cette gauche social-démocrate qui obtint les voix de 1925, mais la révolution russe victorieuse, et les voix d'aujourd'hui sont, elles aussi, de faibles restes de cette influence.

Les voix du parti ont baissé de 20 p. cent. L'article franchement bolchéviste n'indique que 14,2 p. cent. Selon le même article la conquête de la majorité de la classe ouvrière est à l'ordre du jour. Or, nous voyons d'une part la classe ouvrière forte de 4 millions, de l'autre 752.660 voix parlementaires et le parti impuissant et désorganisé.

Mais ensuite l'auteur bien informé poursuit : « La croissance simultanée de la social-démocratie et de l'influence communiste est un phénomène international et jusqu'à un certain point, nécessaire ; car la radicalisation ne se fait pas en ligne droite... »

Depuis quand la croissance du communisme est-elle un phénomène international ? L'auteur n'a-t-il pas même lu les rapports du 10e plénum ? Depuis quand la croissance de la social-démocratie est-elle, « jusqu'à un certain point », nécessaire à l'époque de l'impérialisme, des révolutions et des guerres ? Depuis quand la social-démocratie est-elle un passage vers le communisme ? Pourquoi un des chefs du P.C. tchèque ne s'informe-t-il pas des raisons pour lesquelles la social-démocratie a grandi et grandi encore internationalement ? Ceci indépendamment du fait que cette croissance n'a jamais été ouvertement admise, mais a été introduite pour ainsi dire par contrebain dans l'esprit du parti. Pourquoi ? Pour engourdir le parti pour qu'il ne cherche pas les raisons des défaites, les raisons du cours croisé de l'I.C. à l'échelle internationale, cours qui a été approuvé au VIe congrès.

Et de même ce n'est pas de la franchise bolchéviste d'affirmer que les ouvriers social-démocrates sont allés au fascisme. Non, un certain nombre d'ouvriers, déçus de la direction communiste, sont allés au fascisme parce qu'une direction révolutionnaire fait défaut ; raison pour laquelle ils ont été pris dans les filets de la démagogie fasciste.

Analysant les causes de la défaite, on dit dans l'article : « Jusqu'à l'année dernière la section tchécoslovaque de l'I.C. était une social-démocratie de gauche, teintée d'une vague phraséologie communiste. Le cancer de l'opportunisme rongea l'appareil jusqu'aux os. Le parti était (?) complètement pourri et on devait s'en apercevoir dans la troisième période de l'après-guerre à cause des contradictions croissantes des classes. »

Bien, mais où était donc, pendant tout ce temps, la direction de l'I.C. ? Pourquoi a-t-elle laissé l'opportunisme ronger jusqu'aux os le pauvre parti tchèque ?

Et que veulent dire ces mots « franchement bolchévistes » ? « La discussion du congrès a démasqué la maladie du parti ; mais elle n'a pas été menée concrètement et à fond. Le Ve congrès... a donné au parti une ligne juste, a choisi une direction propre à l'exécuter. »

Comment le Ve congrès et la discussion pouvaient-ils démasquer la maladie si le Ve congrès approuva avec enthousiasme les décisions du Ve congrès de l'I.C. ? Il est évident que dans ces conditions la discussion n'a pas pu être menée concrètement et à fond.

Tout cela n'est plus à prendre au sérieux. Ce sont des bureaucrates satisfaits qui tiennent ce langage. D'abord la ligne fautive a partout éloigné les masses des fonctionnaires, les a désorganisées et rendues impropres à toute action. On aurait encore pu bien les orienter par des explications. Mais alors la direction de l'I.C. et des différentes sections aurait été obligée de se dégrader elle-même ; mais elle préfère ruiner les cadres du parti, les appareils de la base. Cette politique indifférente ou forcement des suites catastrophiques. Tous les étages démolis du bâtiment ne peuvent pas être reconstruits, d'autant plus que ce n'est pas le bon architecte qui dirige la construction.

On comprend maintenant ce que signifie la soi-disant auto-critique. On veut faire l'essai de cette nouvelle invention. Attaquer l'appareil sans toucher à la direction.

Mais le parti et la cause prolétarienne ont besoin de tout autre chose. La soi-disant gauche, qui est en réalité une direction centriste, compromet le mot « gauche ». Démasquer cette direction est la tâche la plus urgente, car les centristes sont un obstacle au développement des masses vers le communisme.

La cause ouvrière a besoin d'une clarification. Il faut que la tragique comédie centriste prenne fin. Il est temps de dévoiler les causes du recul communiste, d'avouer les défaites internationales, d'évaluer les forces à la juste mesure, d'instaurer une direction vraiment prolétarienne.

Avec la participation de l'opposition de gauche il faut convoquer des congrès nationaux et internationaux qui devront donner aux partis de la clarté idéologique et une direction marxiste.

H. LENOROVICS.

Prague, le 5 novembre 1929.

Sur le conflit sino-russe

Dans le *Temps*, M. André Dubosq consacre un article aux « épreuves du gouvernement chinois ». Il écrit :

Un télégramme récent revient sur le bruit qui a couru il y a quelque temps déjà et suivant lequel les autorités de Moukden traiteraient avec Moscou... d'accord ou non avec Nankin. Le point délicat est peut-être là. Moukden a un intérêt direct et évident à voir cesser le différend qui entrave l'activité économique de la Mandchourie. Mais Nankin a peine à laisser l'initiative de négociations à Moukden et voudrait en tout cas que le nouveau statut qui en sortirait reconnût l'autorité souveraine du gouvernement central.

Revenant sur les causes du conflit, il s'occupe d'abord de la soi-disant offre de cession du chemin de fer aux Japonais :

On se rappelle qu'immédiatement après le coup de force des Chinois du 10 juillet sur le chemin de fer de l'Est chinois, des explications diverses furent données sur les mobiles qui l'avaient provoqué : entre autres, celle-ci, qui fut donnée par l'Observer : la Chine, assurait le journal anglais, avait agi dans la crainte de voir la Russie vendre ses droits sur l'Est chinois au Japon.

Mais M. Dubosq ne croit pas fondée l'information du journal britannique et, selon lui, l'agression des chefs contre-révolutionnaires chinois doit « s'expliquer d'abord par leur volonté de faire cesser la propagande du personnel sociétiqu du chemin de fer, d'affirmer leur force et ensuite, disons-le, par l'encouragement qu'était pour eux la chute du cabinet Tanaka au Japon et son remplacement par un cabinet mieux disposé à l'égard de la Chine. En quoi, d'ailleurs, ils se faisaient illusion. »

Discussions

L'AUTONOMIE SYNDICALE, SAUVEGARDE DE CLASSE

En acceptant de collaborer à la *Vérité* je ne m'attendais pas, je l'avoue, à voir ce journal prendre position contre l'autonomie syndicale. Non pas que je croyais les camarades de la rédaction acquis à cette conception, mais après avoir consenti à éliminer toute allusion au rôle dirigeant du parti dans la déclaration parue dans le 1er numéro, je pensais qu'à la *Vérité* une collaboration entre syndicalistes révolutionnaires et communistes était possible comme elle avait été possible à l'*Humanité* avant la bolchévisation où Rosmer, qui était à la rédaction du journal, et Trotsky, à la tête de l'Internationale n'ont pas hésité à confier à des syndicalistes la rubrique syndicale de l'*Humanité*, d'accord en cela avec toute la direction de l'I.C.

Ces syndicalistes étaient cependant de fermes partisans de l'autonomie syndicale, comme ils étaient des adversaires de la conception du parti : fraction dirigeante du prolétariat.

Il faut rappeler en effet que la liaison organique instituée par le 1er congrès de l'I.S.R., en 1921, avait été vigoureusement combattue par eux dès le premier jour et qu'ils n'ont cessé de la combattre jusqu'au 2e congrès, qui l'a abrogée.

Sur le rôle du parti et des syndicats ils se sont nettement affirmés contre la conception bolchéviste, dans une déclaration datant de 1922, où ils disaient notamment :

«... Parmi nous, les uns sont membres du parti, d'autres ne le sont pas, mais tous nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, c'est-à-dire que nous attribuons au Syndicat le rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat et que nous donnons au parti un rôle auxiliaire et non un rôle directeur. » (Déclaration signée par Pierre Monatte, R. Louzon, M. Chambelland, F. Charbit, L. Clavel, Y. Orlianges.)

Donc, sur deux points importants, des camarades étaient en désaccord avec la direction de l'I.C. Et cependant, Rosmer n'a jamais éprouvé le besoin de dire que l'autonomie syndicale est une formule usée, dangereuse, et Trotsky qui, certes, ne l'a jamais approuvée, n'a pas écrit que cette attitude masquait un réformisme, de l'opportuniste ou de l'anti-communisme.

C'est sans doute qu'à l'époque on avait une autre conception du mouvement révolutionnaire ; on admettait que tous les courants révolutionnaires puissent s'unir dans la même Internationale ; il semble qu'aujourd'hui seul le bolchévisme ait droit de cité dans l'Internationale communiste. C'est un changement important, qui est surtout le résultat des luttes à l'intérieur du parti russe, où chaque tendance se revendique contre l'autre du bolchévisme à 100 p. cent.

Nous en subissons ici les répercussions, et c'est pourquoi les syndicalistes qui étaient considérés par les chefs de l'I.C. comme les meilleurs révolutionnaires français sont traités aujourd'hui par les bolchéviseurs de contre-révolutionnaires et guère mieux par « l'opposition de gauche ».

Je crois que poser le problème de cette façon, c'est en fausser la discussion. Les dirigeants actuels de l'I.C. ont abusé de ces classifications arbitraires. Ce n'est pas ce qui a le moins contribué à les discréditer. Ne les suivons pas sur ce terrain. Examinons la question en elle-même et pénétrons-nous de cette idée que si des contre-révolutionnaires peuvent s'abriter derrière la formule de l'indépendance syndicale, d'autres non moins dangereux, défendent toutes les belles formules de l'I.C... jusqu'au jour où ils n'en ont plus besoin. Tous les élus qui lâchent actuellement le P.C. français nous en donnent un saisissant exemple.

Donc, pas plus que l'attitude d'un Mercier se décevant des sympathies pour Stresemann, ou celle d'un Laporte s'inclinant devant Horthy ne peuvent être un argument contre le communisme, celle de Besnard et de Verdier ne doit être utilisée contre le syndicalisme.

Or, pour Rosmer, l'autonomie syndicale est une formule usée parce que des syndicalistes

purs et des anarchistes s'en sont servis contre nous ; Rosmer reste cependant fidèle à bien des formules communistes qui « si elles ne sont pas usées ont été bien compromises par les présents dirigeants de l'Internationale communiste et de ses sections ».

Nous aussi, syndicalistes révolutionnaires, nous avons la même constance dans nos conceptions, malgré les faux syndicalistes qui les ont compromises et sabotées en 1922-23.

Les « syndicalistes purs » se sont en effet dressés contre l'emprise du parti à un moment où il n'y avait pas d'emprise du parti : l'argument de l'autonomie syndicale cachait chez la plupart d'entre eux un désir de scission qu'ils ont du reste réalisé depuis. Après avoir alerté les syndicats contre une subordination qui n'existait pas, ils ont abandonné la lutte au moment où la machine du parti commençait à se manifester réellement. En l'occurrence, ils se sont servis de l'indépendance syndicale pour accomplir une mauvaise opération ; ils n'ont pas agi en syndicalistes, mais en saboteurs du syndicalisme. Le devoir syndicaliste leur commandait de demeurer dans la C.G.T.U. au lieu de chercher des prétextes d'en sortir, pour aller ensuite vers une C.G.T. anarchiste totalement impuissante ou retourner à la C.G.T. et abdiquer devant Jouhaux.

Je poste fermement partisan de l'indépendance syndicale pour les raisons suivantes :

Je considère que l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat est le syndicat parce que lui seul représente dans la forme la plus complète et la plus parfaite : la classe ouvrière ; lui seul est ouvert à tous les travailleurs ; lui seul ne comprend que des travailleurs.

Il a donc une composition la classe infiniment plus pure que n'importe quel parti. Et la réunion de tous les syndicats en une confédération générale du travail représente une force révolutionnaire supérieure à celle du P.C., parce qu'elle peut réunir non seulement tous les membres ouvriers du parti, mais d'autres révolutionnaires qui ne trouvent pas leur place dans ce parti.

Imposer au syndicat la tutelle d'un parti c'est l'empêcher de grouper tous les ouvriers, c'est aussi dire que ce syndicat n'est pas capable de se diriger lui-même, c'est manquer de confiance en la classe ouvrière et affaiblir cette belle formule de la 1re Internationale : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Revendiquer pour les syndicats une pleine indépendance à l'égard des partis ne signifie nullement qu'ils doivent les ignorer. Rosmer a raison quand il dit que syndicats et partis ne peuvent s'ignorer et qu'ils sont toujours amis ou ennemis. Mais les syndicats doivent pouvoir choisir leurs amis. Et ceux qui veulent vraiment être leurs amis doivent montrer dans l'action qu'ils sont de bons alliés pour la lutte de classes et renoncer au désir de commander chez eux. Sans cela, ils se rendraient vite insupportables.

C'est ce qui se produit avec le parti communiste actuel ; c'est ce qui se produirait avec tous ceux qui voudraient l'imiter.

Le syndicalisme, libre de ses mouvements, peut toujours accepter ou solliciter des concours de groupements voisins, il le fait pour des objectifs déterminés, mais il faut qu'il en ressente lui-même le besoin dans l'intérêt de la classe ouvrière dont il a la charge. Et les partis qui veulent être ses amis doivent le servir et non se servir de lui.

Le syndicalisme n'est pas, ne peut pas être apolitique. Il va sans dire que nous repoussons absolument la séparation ridicule que tentent certains entre la politique et l'économie. La lutte de classes, même la plus réduite, la plus limitée, a toujours un caractère politique. Mais nous revendiquons pour le syndicalisme une politique de classe que les partis sacrifient trop souvent à l'intérêt particulier de leur groupement.

Il se peut que la formule de l'indépendance

syndicale paraisse insuffisante. En adoptant, la minorité de la C.G.T.U. a voulu faire entendre que les syndicats devaient se diriger eux-mêmes. Cela n'indique évidemment pas dans quel sens on veut les diriger. Et c'est important. Mais à chaque jour suffit sa peine : lorsque la minorité sera définitivement constituée, elle comblera cette lacune. D'ici là, nul n'est fondé à penser qu'elle est disposée à abandonner la lutte révolutionnaire et à glisser vers je ne sais quel opportunisme.

Le camarade Trotsky base toute sa critique du syndicalisme sur cette affirmation abstraite que le parti communiste est par lui-même et toujours l'avant-garde prolétarienne, tandis que les syndicats représentent les couches retardataires, la « masse brute historique ».

Nous serions les épigones du syndicalisme d'avant-guerre, parce que celui-là luttait contre l'emprise de la bourgeoisie et du parti socialiste, tandis que nous luttons contre les prétentions identiques de l'avant-garde communiste.

A l'encontre du camarade Trotsky nous ne voyons pas le parti communiste d'aujourd'hui tellement différent du parti socialiste d'avant-guerre. Le parti communiste ressemble actuellement en bien des points à la minorité hérétique, tandis qu'en 1926-27 il suivait une politique réformiste semblable à celle de la majorité du parti socialiste d'avant-guerre.

Je ne pense pas non plus que les syndicats groupent les « couches retardataires » ; ils ne groupent au contraire que les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe (et l'on sait qu'ils ne sont encore qu'une minorité). Les retardataires restent en dehors du syndicat.

Est-ce que la valeur individuelle des membres du parti est supérieure à celle des syndiqués ? Je ne le pense pas. On accepte au parti comme au syndicat tous ceux qui veulent y entrer sans exiger d'eux plus de connaissances, d'expérience, de garanties. Par quelle magie celui qui entre au parti devient-il un guide et l'ouvrier qui va au syndicat reste-t-il un retardataire ? Est-ce parce que le premier s'engage à respecter une discipline plus mécanique ?

Dans la réalité, on voit journellement de simples syndiqués faire beaucoup mieux leur devoir de classe que certains membres du parti.

Ce n'est donc pas par sa composition que le parti communiste peut justifier son ambition d'être l'avant-garde. Il ne peut la revendiquer que par son action, par son travail au service de la classe ouvrière.

Or, quel est le travail, quelle est l'action du parti communiste en France, surtout quels en sont les résultats ? Le parti communiste fait beaucoup d'agitation : contre le fascisme qui vient... contre la guerre imminente... pour la révolution proche...

Le résultat est que la classe ouvrière désorientée ne sait plus résister à l'offensive de la bourgeoisie, ses meilleurs éléments sont lassés et découragés. Le patronat remporte des victoires dans tous les mouvements importants et le gouvernement est absolument maître de la situation.

Certes, les dirigeants réformistes ont très largement contribué à rendre impuissant le prolétariat, mais la gymnastique stérile du P.C. a fait le reste.

Donc, le parti actuel est loin de résumer en lui « la conscience suprême de la classe ». Il prouve tous les jours son incapacité à comprendre et à traduire les aspirations de la classe ouvrière.

L'objection des camarades de l'opposition est qu'il faut travailler à redresser le parti, à lui donner une direction plus capable, plus intelligente, etc... Malheureusement je vois trop d'aspirants à l'héritage de la direction actuelle du P.C.

A la *Vérité* on pense certainement que c'est « l'opposition de gauche » qui exprime le mieux la conscience révolutionnaire du prolétariat ; je suis sûr qu'à *Contre le Courant* on a la même prétention ; sans doute aussi au *Bulletin Communiste* et à tous les groupe-

ments d'opposition, dont le nombre ne va pas en diminuant, au contraire.

Faudra-t-il obliger les syndicats à se prononcer pour une fraction contre toutes les autres ? Je pense que ce serait tout à fait néfaste.

Ma conviction est qu'en France les possibilités de constitution d'un véritable parti communiste s'éloignent de plus en plus.

Quand on n'a pas pu, au moment de l'enthousiasme révolutionnaire qui a suivi la victoire d'Octobre, constituer un parti communiste, ce n'est pas au moment où le parti russe, seul animateur de l'Internationale, donne tant de signes de dégénérescence, que cela devient facile.

En tout cas je ne pense pas que la route choisie par la *Vérité* y conduise bientôt.

Le camarade Trotsky nous dit que « tenter de ressusciter le syndicalisme révolutionnaire serait tenter de faire revenir l'histoire en arrière ».

Voire ! Je ne suis plus tout à fait sûr que le bolchevisme, qui a momentanément supplanté le syndicalisme en France ait donné des résultats aussi mirifiques à la classe ouvrière. Si l'on voulait comparer la situation du mouvement révolutionnaire avant et après l'introduction des conceptions bolchevistes, on constaterait un lourd déficit qui n'est pas dû seulement à la pression de la bourgeoisie et des réformistes.

N'est-ce pas, au contraire parce qu'ils y voient la possibilité d'une renaissance du mouvement révolutionnaire que tant d'anciens membres du parti ayant une activité syndicale retournent au syndicalisme ?

Un dernier argument reste aux adversaires de l'autonomie syndicale. Ils disent : la guerre et la Révolution russe ne vous ont rien appris.

La guerre a montré la faillite de tout le mouvement ouvrier ; elle n'a rien prouvé contre telle ou telle forme d'organisation. Toutes ont failli, ou plutôt les hommes qui se trouvaient à la tête des organisations ont failli. Quelques rares militants, dispersés et impuissants sont demeurés des internationalistes. La plupart en France étaient des syndicalistes.

La Révolution russe a prouvé qu'une minorité résolue peut entraîner la masse derrière elle. Elle a montré aussi que ce n'est pas le parti, par ses cadres réguliers et ses dirigeants officiels qui prend forcément la tête du mouvement.

Qu'avons-nous vu en Octobre ? Une direction du parti dans sa majorité hostile à la prise du pouvoir, tandis que des militants jusque-là fiers du parti se montrèrent plus clairvoyants et plus courageux. Nous avons vu aussi quelques-uns de ces dirigeants officiels du parti désertir leur poste de combat.

Cela prouve à nos yeux que la véritable avant-garde se révèle à l'heure décisive et que les révolutionnaires de toutes tendances se trouvent alors unis en un groupement qui diffère sensiblement des vieilles formations.

Un fait plus récent qui contredit la thèse du rôle dirigeant du parti est la révolution chinoise, où le parti avait lié son sort à celui de la bourgeoisie nationale, tandis que des syndicats sont demeurés fidèles à leur devoir de classe ?

Est-il vrai, camarade Trotsky, qu'en particulier, l'insurrection de Shanghai a été menée exclusivement par des syndicats, et que le parti y est demeuré étranger ?

En conclusion, je ne pense pas que le mouvement révolutionnaire dans tous les pays puis être fondu dans le même moule. Nos camarades russes n'attachent pas une grande valeur révolutionnaire aux syndicats, parce que ceux-ci n'ont pas tout de suite compris leur devoir en 1917. Cela s'explique aisément. Ces syndicats venaient d'être constitués par les menchévicks.

Rien de commun en France, où l'avant-garde révolutionnaire s'est toujours trouvée dans les syndicats beaucoup plus que dans les partis. J'aurais voulu défendre aussi dans cet article le « fétiche » de l'unité syndicale. Mais il est déjà long. Je le ferai une autre fois.

F. CHARBIT.

Cette discussion se poursuivra vendredi prochain.

DANS LES T. C. R. P.

Le bureau confédéral "traque" les minoritaires

La campagne de dénigrement et le sabotage de l'action des syndicats minoritaires entreprise par la direction confédérale et par l'*Humanité*, continue. Après les dockers, c'est au tour du syndicat des T.C.R.P.

Depuis longtemps déjà on cherchait l'occasion de démolir Deveaux et ses amis, dont l'opposition vigoureuse à la politique des majoritaires était pour la direction confédérale particulièrement gênante. On n'est pas embarrassé par le choix des moyens pour atteindre ce but. Le syndicat des T.C.R.P., ayant décidé d'entreprendre une campagne énergique pour la réintégration des révoqués et pour l'augmentation des salaires avait adopté une certaine tactique. La première étape devait être l'organisation d'un meeting ; la seconde, la préparation de manifestations dans la rue.

Le meeting tenu le 7 novembre obtint un plein succès ; la salle de la Grange aux Belles était bondée de plusieurs milliers de travailleurs des transports en commun.

Pour déjouer les « moutons » de M. Mariage et les mouchards de la préfecture, les militants du syndicat avaient décidé d'employer des moyens sur lesquels on pouvait, et c'était parfaitement le droit de la direction confédérale, faire des réserves. Il n'est pas permis aux simples militants des organisations, alors que celles-ci sont engagées dans une action, de contrecarrer leur travail. La direction confédérale doit sans doute bénéficier d'un régime de faveur puisqu'elle sabote littéralement, en plein mouvement, l'action du syndicat des T.C.R.P. Pourtant il lui était loisible après la lutte, d'en tirer les leçons et de démontrer au besoin les erreurs de Deveaux et de ses amis. Mais elle est pressée, la haine des minoritaires l'aveugle, et pour arriver à ses buts, elle agit comme si elle était chargée de défendre les intérêts de M. Mariage!

Les affirmations de l'*Humanité* (9 novembre) sont fausses. Elle prétend que les dirigeants du syndicat des T.C.R.P. avaient refusé de prendre contact avec la C.G.T.U. avant le départ du mouvement. C'est si peu vrai, et les dirigeants de la 20e Union régionale s'ils avaient quelque courage devraient l'avouer, que ceux-ci étaient eux-mêmes prévenus, qu'un échange de correspondance avait eu lieu, et que Boullé, un des secrétaires de la 20e U.R., assistant au meeting des T.C.R.P. avait été, une fois de plus, mis verbalement au courant.

Il paraît aussi que les dirigeants minoritaires du syndicat « avaient ravalé le problème des traitements à une misérable concurrence entre ceux des travailleurs municipaux et ceux des T.C.R.P. » C'est là une énormité qu'on regrette de voir dans le quotidien de la classe ouvrière. Il faut vraiment faire littéralement de l'intérêt des exploités pour traiter aussi vulgairement leurs revendications. Les travailleurs des T.C.R.P. étant assimilés à ceux des services publics, ces derniers ayant leurs salaires rajustés, il est normal de voir le syndicat des T.C.R.P. réclamer pour les exploités de la Compagnie, la même augmentation. C'est ce que l'*Humanité* appelle une concurrence !

Le plus beau, c'est la façon dont on ridiculise la manifestation des T.C.R.P. à la Gare St-Lazare. Celle-ci ne devait pas être une manifestation définitive ; elle n'en était qu'une étape préliminaire, et il était aisé, la mauvaise foi aidant, d'en faire un échec écrasant pour Deveaux et ses amis.

La manifestation des T.C.R.P. n'a réuni, nous dit-on, « que quelques milliers de flics », sa préparation en était défectueuse, la « stratégie » dont elle s'inspire n'est que trop le fait d'« opportunistes ». L'*Humanité* entend se payer la tête de ses lecteurs. Nous sommes trop habitués depuis des années à voir les manifestations du Parti et de la C.G.T.U. ne réunir « que quelques milliers de flics » pour que l'*Humanité* ait la prétention de découvrir des choses semblables chez ses adversaires. Evidemment de la part de ceux qui transforment le lamentable échec de la journée du 1er août, en une victoire, il faut s'attendre à tout ; mais là, vraiment, la dose d'impudence est trop forte !

Les militants du syndicat des T.C.R.P. n'ont pas dit leur dernier mot. La manifestation organisée par eux le 18 octobre aux ateliers de Championnet est la preuve évidente qu'ils savent faire et réussir des manifestations. Quel que soit le sabotage de leur action par les dirigeants de la C.G.T.U. ils continueront à défendre les revendications des exploités des T.C.R.P. et leurs adversaires désireux de montrer à tout prix l'« opportunisme » des minoritaires en seront pour leurs frais. — G.

APRES TROIS MOIS DE LUTTE

La victoire des dockers de Nantes

Après trois mois de lutte les dockers de Nantes ont remporté la victoire. On se rappelle que le 18 août dernier les patrons de Nantes, avec la complicité des réformistes, voulaient imposer aux dockers une diminution de 1 fr. 20 par jour. Non seulement, les patrons n'ont pu réaliser leurs desseins, mais ils ont dû accorder, sur les 4 fr. d'augmentation par jour que demandait le syndicat, 2 fr.

C'est en vain que les patrons de Nantes opposèrent aux revendications des dockers une résistance acharnée ; les incidents sanglants qu'ils provoquèrent et qui causèrent la mort d'un docker assassiné par les jaunes ne purent venir à bout de la volonté de lutte des dockers. Et l'aide que leur donnèrent les pouvoirs publics en mobilisant pendant toute la durée du conflit des centaines d'hommes de police ne leur servit de rien.

L'enjeu de la bataille était d'une importance considérable. Si les patrons de Nantes avaient vaincu, c'était le signal pour tous les patrons des ports de France, d'une offensive générale contre les salaires, c'était pour les réformistes dont les méthodes avaient été condamnées par les dockers de Nantes, l'occasion de montrer que le passage des dockers à la C.G.T.U. au début du conflit, avait apporté à ces derniers, la défaite.

C'était pour les dirigeants de la C.G.T.U. qui n'ont pas hésité, dans le but de discréditer les militants de la Fédération des Dockers, minoritaires, à faire ce qui était en leur pouvoir pour saper en pleine grève l'autorité d'Engler et de Bour, le bon moyen de justifier leur campagne contre les « opportunistes » minoritaires.

Mais heureusement la victoire des dockers dissipe tous ces espoirs ! Ce résultat couronne la tactique de la Fédération des Ports et Docks. Contrairement à la direction de la C.G.T.U. dont le souci de justifier son appréciation sur la « radicalisation des masses » l'inclut à déclencher n'importe où et n'importe comment des mouvements dont l'issue malheureuse est la conclusion habituelle, Engler et ses amis se sont inspirés surtout, des conditions exactes dans lesquelles se déroulait le mouvement des dockers.

La Fédération des Ports ne s'est pas contentée, comme le prétend le Bureau confédéral, de converser avec les patrons ; la grève générale de 24 heures en est la preuve éclatante. Elle sort renforcée de la lutte. Le succès de Nantes sera pour elle l'heureuse préface des luttes qu'elle engagera, pour les revendications des dockers, dans tous les ports de France. — G.

NOUS AVONS REÇU :

- Eduard Guyot. — L'Université et l'Etat moderne. (G. Valois, éd.)
- Georges Mer. — Le syndicalisme et les fonctionnaires. (G. Valois, éd.)
- Edmond Fucile. — Le mouvement syndical et la réalisation de l'Etat corporatif en Italie. (Rivière, éd.)

La Vérité

est en vente le VENDREDI MATIN

à Paris :

Kiosques et librairies

à Clichy :

Kiosque à l'angle des boulevards Victor-Hugo et Jean-Jaurès
Librairie Gurtler, 117, Bd Jean-Jaurès

à Bagnolet :

Papeterie de la Poste,
6, rue Raoul-Berton

à St-Denis :

Kiosque de la Porte de Paris

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Ménil). 73-21